

unité départementale des Cotes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, 20/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur 

REF Eolien

8 R DU FAUBOURG POISSONNIERE
75010 Paris

Code AIOT : 0005520115

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement REF Eolien (ex PLUZUNET SNC) implanté PARC GUEL BIHAN HUELLAN 22140 Pluzunet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une trentaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REF Eolien (ex PLUZUNET SNC)
- PARC GUEL BIHAN HUELLAN 22140 Pluzunet
- Code AIOT : 0005520115
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Romande Énergie France EOLIEN est autorisée à exploiter un parc éolien de 3 éoliennes sur la commune de PLUZUNET par arrêté préfectoral du 7 avril 2005. Les thèmes de visite retenus sont les suivants : accessibilité, contrôle des accès, identification des aérogénérateurs, exercice incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Disposition constructive	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
4	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection inopinée a montré la conformité du parc au niveau de l'éolienne n°2 en terme d'accessibilité, de contrôle des accès, d'affichage et d'identification de l'éolienne. Elle a également montré une bonne réactivité de l'exploitant lors de l'exercice de simulation d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition constructive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, voie d'accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : <ul style="list-style-type: none">Le site dispose d'une voie d'accès carrossable entretenu ;Les abords sont maintenus en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, fermeture des aérogénérateurs
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Lors de l'inspection, la fermeture de l'accès de l'aérogénérateur PL2 a été vérifiée par l'inspecteur ;• La voie d'accès dispose d'une barrière, mais celle-ci n'est pas fermée. Lors de l'appel l'exploitant informe l'inspection de la mise en place d'un cadenas réservé pour l'accès des secours et des agriculteurs ;• l'exploitant informe aussi les inspecteurs de dépôts sauvages récurrents au pied des éoliennes. (raisons de la mise en place du cadenas).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des aérogénérateurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Lors de l'inspection les éléments suivant ont été constaté ;• l'aérogénérateur PL2 est identifié par un numéro ;• la présence de panneaux positionnés sur le chemin d'accès et sur la porte de l'aérogénérateur PL2 ;• Ces panneaux disposent de :<ul style="list-style-type: none">- consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde face au risque de chute de glace.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'arrêt d'urgence
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : La visite sur site a été réalisée par sondage au niveau de l'éolienne référencée PL2. Un exercice de simulation d'incendie a été réalisé : l'inspection a contacté le numéro de l'exploitant présent sur le panneau ; ce dernier nous a demandé le nom et le numéro de téléphone de l'inspecteur appelant, nous a questionné sur l'éolienne concernée et a décrit la procédure d'urgence (notamment appel du SDIS et arrêt de l'éolienne). L'inspection a demandé l'arrêt de l'éolienne, qui s'est mise à l'arrêt 10 minutes après la fin de l'appel téléphonique. L'exercice a donc été concluant. <ul style="list-style-type: none">• Départ de la simulation 15h35, avec un arrêt de l'éolienne PL2 15h45 ;• L'éolienne a correctement redémarré suite à l'exercice ;• Lors de l'exercice, il n'a pas été demandé une mise à distance de sécurité. La procédure doit être améliorée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet